



La stratégie de développement économique et son impact sur le renforcement du front interne : quelles perspectives ?

The economic development strategy and its impact on strengthening the internal front: what prospects?

Dr. Mohamed ACHIR

Université de Tizi-Ouzou, Algérie.

E-mail: mohachir2000@yahoo.fr

Résumé

L'Algérie a choisi dès son indépendance un modèle de développement national et inclusif pour réparer les effets désastreux d'une colonisation barbare. Les pouvoirs publics ont, en effet, réalisé plusieurs investissements qualitatifs en matière de développement humain et social, de santé, d'éducation et de construction des infrastructures de base. L'objectif de cette communication est de présenter les opportunités d'investissement que recèlent les territoires du pays et leur exploitation pour augmenter la croissance économique endogène garante de la création de l'emploi et du développement socioéconomique équilibré et durable. Cette communication mettra également en perspective la question de l'aménagement des pôles de compétitivité économiques avec des villes durables comme facteur incontournable, susceptible de renforcer le front interne et la cohésion nationale.

Mots clés: la cohésion nationale, front interne, modèle de développement national, croissance économique, souveraineté.

Abstract

Algeria has chosen, since its independence, a model of national and inclusive development to repair the disastrous effects of a barbaric colonisation. The public authorities have, in fact, made several qualitative

investments in terms of human and social development, health, education and construction of basic infrastructure. The objective of this communication is to present the investment opportunities that conceal the country's territories and their exploitation to increase endogenous economic growth, guaranteeing the creation of employment, a balanced and sustainable socio-economic development. This paper will also put into perspective the question of the development of economic competitiveness clusters with sustainable cities as an essential factor, capable of strengthening the internal front and the national cohesion.

Keywords: national cohesion, internal front, development strategy, economic growth, sovereignty.

Introduction

L'Algérie est en train de connaître une dynamique accélérée et des transformations majeures dans sa politique économique qui s'est focalisée davantage sur des choix stratégiques du développement visant le renforcement de la souveraineté du pays, sa sécurité et garantir une durabilité économique et sociale.

Plusieurs politiques sectorielles ont été engagées ces dernières années dans plusieurs domaines pour réduire certaines vulnérabilités, anticiper les différents risques et construire progressivement des autonomies stratégiques qui relèvent davantage du champ économique. On peut souligner, notamment, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et pharmaceutique, la sécurité hydrique, la sécurité énergétique et la sécurité informatique.

Dans le même sillage, nous relevons également le lancement de plusieurs projets de développement structurants d'envergure dans le secteur minier et énergétique, en l'occurrence la mine de fer de Gara Djebilet, l'exploitation du phosphate à l'est du pays, le dessalement de l'eau de mer et l'élargissement du réseau national des chemins de fer. Ces projets, ainsi que d'autres, financés en grande partie par le trésor public avec un coût d'investissement global avoisinant les 50 milliards de dollars, s'inscrivent justement dans la continuité de la voie algérienne du développement national. Celle-ci vise à stimuler les avantages comparatifs du pays, créer un effet d'entraînement pour les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme en vue de diversifier et d'augmenter le produit intérieur brut (PIB) dont l'objectif est d'atteindre, à moyen terme, 400 Mds de dollars.

Ces projets sont susceptibles de préparer les conditions d'émergence économique et du développement des villes nouvelles et modernes, surtout dans les wilayas des hauts plateaux et du Sud du pays.

Cependant, face à cet effort *développementaliste* de l'Etat «*Developmental State* » et ses ambitions stratégiques, force est de constater que ces mêmes opportunités coexistent à la fois avec des défis multiples, voire des menaces à différents échelons : régional et international.

C'est pourquoi, la croissance économique devrait être à la hauteur à la fois des défis et des opportunités que présentent le territoire et la population. Autrement dit, l'économie devrait répondre aux défis démographiques et territoriaux, surtout dans les wilayas du Sud et frontalières, et rester en veille stratégique par rapport aux grandes transformations et mutations géopolitiques.

En effet, le renforcement de la voie algérienne du développement économique national et son inscription dans une perspective globale et inclusive qui fait mobiliser toutes les énergies nationales est plus que primordial pour relever les défis multiples auxquels fait face le pays et renforcer le front interne. Ces défis multidimensionnels deviennent de plus en plus complexes et requièrent une planification stratégique et prospective à la hauteur des changements rapides, voire des ruptures et menaces qui s'annoncent au niveau des relations géopolitiques et géoéconomiques.

L'objectif de cette communication est de présenter les axes stratégiques du développement économique, et mettre en perspective les opportunités d'investissement dont recèle le pays qui peuvent générer une croissance économique endogène et durable. Cette dernière constitue une garantie pour la création de l'emploi, le développement socioéconomique national équilibré et par voie de conséquence le renforcement du front interne.

Cette communication présentera dans sa première partie un aperçu sur le modèle du développement national et les défis à relever pour construire une nouvelle voie stratégique du développement susceptible de renforcer le front interne. Ensuite, elle mettra en relief les opportunités d'investissement et la construction des avantages concurrentiels d'une croissance endogène. Elle abordera, en troisième

partie, quelques axes à consolider et les perspectives de la voie algérienne stratégique du développement national.

I- L'Algérie : un choix de développement national à consolider

L'Algérie a choisi dès son indépendance un modèle de développement national et inclusif pour réparer les effets désastreux d'une colonisation barbare basée sur la spoliation des ressources, l'expropriation des terres, la destruction des structures sociales, culturelles et économiques, l'exploitation et le massacre des populations, ce qui a causé une diminution de la population algérienne, sa paupérisation massive et son analphabétisation.

C'est pourquoi, la politique volontariste de l'Etat-social a été un choix incontournable, dès l'indépendance et dont le principe a été inscrit dans la déclaration du premier novembre 1954. Les pouvoirs publics se sont attelés, en effet, à réaliser des investissements qualitatifs visant surtout des progrès en matière de développement humain et social, la santé, l'éducation et la construction à l'échelle du territoire national des infrastructures de base. Les années 1970 ont été marquées également par des plans de développement économiques très ambitieux dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie.

Bien que l'Algérie se soit dotée durant les années 1970 d'une base industrielle remarquable et diversifiée, répartie sur l'ensemble du territoire du pays et rivalisant avec le niveau des pays nouvellement industrialisés, elle a été impactée durant les années 1980 et 1990, par les injonctions du programme dit d'ajustement structurel (PAS) du FMI, imposé en 1994.

Il est judicieux de souligner que la vision tracée durant les années 1970 était certes porteuse d'espoir de voir l'Algérie rivaliser avec les pays nouvellement industrialisés comme l'Espagne et la Corée du Sud, mais elle a été aussi marquée par certaines insuffisances se situant sur le plan managérial et opérationnel du secteur public.

II- Défi de la souveraineté, vulnérabilités et impératif d'une stratégie globale

Face aux incertitudes croissantes et aux grands changements qui s'accroissent à l'échelle mondiale et régionale et qui présagent des ruptures

historiques et probablement violentes (guerre en Ukraine, agression sur Gaza, déstabilisation de la région sahélo-saharienne, retour des Etats-Unis au protectionnisme économique), l'Algérie devrait développer une vision stratégique de long terme à la hauteur de ces multiples enjeux et défis.

Ce contexte imprévisible et menaçant devrait alors interpellier et nécessite la mobilisation de toutes les forces vives de la nation algérienne pour préserver l'Etat-Nation, consolider les institutions de la République et faire barrage à toute tentative de déstabilisation de la souveraineté et l'unité nationales. C'est pourquoi, le renforcement du front interne et la mobilisation de toutes les forces vives de la nation autour des questions de souveraineté et de sécurité nationales est inéluctable.

La question de la souveraineté est fondamentalement liée à la capacité de l'Etat à définir ses propres politiques internes et externes d'une manière autonome et sans subir aucune influence ou ingérence extérieure. Cette notion ne cesse de s'élargir à plusieurs domaines, surtout depuis la pandémie du Covid-19 qui a remis en question une nouvelle fois le processus de la globalisation, en questionnant davantage le phénomène global des interdépendances économiques, et en dévoilant ainsi des fragilités et vulnérabilités structurelles de plusieurs pays développés et émergents ainsi que la faiblesse de la capacité de résilience des pays en voie de développement. Le coronavirus a le mérite d'avoir démontré ou rappelé l'importance du rôle de l'Etat dans des situations de crises majeures et la nécessité de construire plusieurs souverainetés ou sécurités nationales (BOYER, 2020).

La souveraineté de l'Etat est donc, plus que jamais, perçue comme multidimensionnelle. Elle est, politique, sécuritaire, **économique, sociale, informatique, sanitaire, alimentaire**, etc., et sa construction requiert une vision stratégique de l'Etat et une planification à long terme qui tiennent compte de tous les enjeux et défis.

1- La planification stratégique de l'Etat

Le défi économique à relever, est de consolider une croissance endogène et diversifiée, l'innovation et le cumul des gains de productivité. C'est ce type de modèle qui pourrait constituer un réel facteur de pérennisation de la croissance et de réalisation d'un équilibre en matière de développement national, à travers la valorisation des ressources

naturelles et l'exploitation des opportunités d'investissement offertes par les 1541 communes du pays.

Il est utile de rappeler que la planification stratégique de l'Etat est au centre des transformations majeures réalisées par des pays émergents d'Asie comme la Chine et la Corée du Sud. Ces pays ont su élaborer des politiques publiques efficaces, à long terme, avec des canevas et des objectifs clairs et mesurables, notamment dans l'industrie, la recherche-développement et la formation d'un capital humain compétitif à la hauteur des exigences de la concurrence mondiale.

Justement, certains pays de l'Asie du Sud-Est, moins dotés en ressources naturelles et énergétiques, se sont appuyés davantage sur la construction d'une compétitivité structurelle basée sur la qualité de la formation de la ressource humaine et la maîtrise des technologies. C'est l'un des facteurs ayant favorisé la structuration d'un environnement attractif aux investissements directs étrangers (IDE) et l'implantation des multinationales occidentales.

Aussi, la qualité institutionnelle, la vision stratégique et la régulation intelligente de l'Etat ont constitué des leviers majeurs ayant conduit à la construction d'une compétitivité globale pérenne. Autrement dit, ces pays ont réussi à construire un consensus autour d'un nouveau paradigme de l'Etat-développementaliste tiré par une croissance endogène et diversifiée, l'innovation, une internationalisation ciblée et un cumul des gains de productivité.

L'Etat stratège ou développeur (ABDELKADER, 1989) «*Developmental State* » agit avec des outils méthodologiques modernes, en élaborant des plans d'action détaillés pour chaque secteur et en mesurant la réalisation des objectifs par des indicateurs de performance et des tableaux de bord prospectifs. La bonne gouvernance implique aussi que les plans et leur réalisation doivent être évalués par des structures indépendantes à travers des mécanismes de suivi et d'évaluation régulière pour garantir la rigueur et la transparence, mais aussi pour produire une banque de données statistiques fiables. C'est pourquoi, une telle œuvre nécessite la mobilisation des meilleures compétences nationales et même celles de la diaspora. C'est le gage de la réalisation efficiente de la stratégie de développement et ses différents objectifs.

L'expérience des pays de l'Asie du Sud et de la Chine, en la matière, pourrait inspirer l'Algérie en vue de renforcer une économie diversifiée de production et d'innovation.

2- Rôle des institutions inclusives

Plusieurs travaux d'économistes et même des études réalisées par des institutions internationales ont prouvé l'impact positif de la qualité institutionnelle sur la croissance économique et le développement. Daron Acemoglo et James A. Robinson¹ soutiennent l'idée selon laquelle, la présence ou l'absence de certaines institutions politiques et économiques facilite ou entrave le chemin vers la prospérité. En effet, les institutions inclusives permettent une certaine équité de chance dans l'accès aux opportunités économiques et sociales et garantissent la transparence et la proséprité.

3- Défis à relever pour une stratégie de développement et le renforcement du front interne

Il est incontestable qu'un développement économique national et durable est fondamental pour le renforcement du front interne et d'une capacité de résilience en mesure de résister aux différents chocs externes comme l'apparition des nouveaux types de risques majeurs à l'instar de la crise sanitaire mondiale (Covid-19). En effet, l'évaluation continue, l'anticipation des crises et la veille stratégique sont des outils indispensables pour consolider le développement socioéconomique sur plusieurs décennies.

Cette voie de développement stratégique devrait tenir compte des enjeux et défis économiques, sociaux, politiques, culturels, sécuritaires et géostratégiques. Dans ce cadre, des priorités peuvent être énumérées comme suit :

- Renforcer les structures économiques qui libèrent l'acte d'investir et stimulent la croissance ;
- Renforcer le système national d'innovation et des capacités technologiques endogènes ;

1. Daron Acemoglo, James A. Robinson ont obtenu le prix Nobel d'économie le 14 octobre 2024, remis par la Banque de Suède, pour « leurs travaux sur la manière dont les institutions se forment et affectent la prospérité ».

- Consolider la stratégie d'internationalisation régionale et mondiale de l'économie algérienne et son insertion efficace dans les chaînes de valeurs mondiale ;
- Renforcer la stratégie des exportations pour les marchés africain et européen.

Ces priorités devraient être inscrites dans la perspective du renforcement du consensus national autour d'un paradigme économique, politique et social durable qui servira d'une feuille de route et d'un cadre référentiel de la vision de l'Algérie à l'horizon 2054 ou 2062.

III- Construire des avantages compétitifs durables

1- Avantages comparatifs à renforcer

L'économie algérienne bénéficie d'une dotation en avantages comparatifs multiples. On peut citer : sa position géographique, son immense territoire, ses ressources naturelles et souterraines, ses énergies fossiles et renouvelables, etc. Force est de reconnaître que la politique volontariste et sociale de l'Algérie a produit un impact très positif sur le niveau du développement humain et social et l'amélioration de la qualité des infrastructures de base. L'Algérie est classée, d'ailleurs, en première position en Afrique en matière de réalisation des objectifs de développement durable (17 ODD de l'ONU, 2015-2030), ainsi qu'en matière de sécurité alimentaire.

Ces dernières années, l'effort d'investissement des pouvoirs publics est davantage orienté vers la construction des infrastructures industrielles et commerciales susceptibles de créer un effet d'entraînement pour l'attractivité des territoires, le développement des villes industrielles, l'amélioration de la qualité des services et la création de l'emploi. C'est ce qui va consolider les avantages comparatifs existants en les transformant en avantages concurrentiels, surtout avec l'aménagement des pôles de compétitivité industriels.

Le développement, par exemple, du transport multimodal reliant les routes, aux ports, aux voies ferrées contribue d'une manière décisive à la compétitivité structurelle de l'économie par la réduction des coûts, la création d'un environnement d'acteurs avec des complémentarités et des externalités positives favorisant la compétitivité des entreprises.

2- Construire des avantages concurrentiels

Selon Michael Porter, 1990, les avantages compétitifs d'un pays (*The Competitive Advantage of Nations*) se définissent par : « *une concentration géographique d'entreprises liées entre elles, de fournisseurs spécialisés, de prestataires de services, de firmes d'industries connexes et d'institutions associées (universités, agences de normalisation ou organisations professionnelles, par exemple) dans un domaine particulier, qui s'affrontent et coopèrent* » (PORTER, 2003).

Justement, c'est cette organisation territoriale en écosystème dynamique et en forme de réseau d'entreprises et d'institutions qui génèrent un cadre offrant des interactions, des coopérations et même une co-compétition. Ce système de localisation en clusters dégage des externalités positives à l'ensemble des entreprises surtout de sous-traitance et devient une destination attractive pour l'implantation des nouveaux entrants. Ces clusters se basent sur la concentration des entreprises concurrentes et complémentaires, la proximité des fournisseurs, des clients potentiels et des sous-traitants, les universités, les laboratoires de recherche-développement, etc. On les désigne dans certains pays par les pôles de compétitivité et constituent un élément fondamental dans l'aménagement industriel dans l'objectif de fournir des économies d'externalités par les effets d'agglomération.

3- Aménagement industriel et marketing territorial

La politique industrielle est efficace dans la mesure où elle se focalise sur l'aménagement des territoires et des espaces industriels attractifs pour les entreprises et la création d'un climat garantissant la concurrence transparente et la stabilité juridique. Les avantages fiscaux et parafiscaux accordés par la loi 22-18 sur l'investissement sont incitatifs et nécessaires. Dans ce cadre, il faudrait non seulement développer davantage l'aménagement des pôles et territoires en vue de capter des entreprises nationales et étrangères, mais aussi consolider la politique incitative flexible pour les garder et les fidéliser pour qu'elles évitent les délocalisations et pour qu'elles investissent davantage.

À l'ère de la mondialisation caractérisée par l'accélération de la mobilité des capitaux et de la main-d'œuvre qualifiée, les territoires et les pays se mettent en concurrence au même titre que les entreprises qui ciblent des objectifs de compétitivité-prix et compétitivité hors-

prix. Le marketing territorial constitue en effet un des outils efficaces de l'attractivité et de fidélisation des entreprises. Les collectivités locales et les agences de soutien à l'investissement comme l'agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) doivent justement s'inscrire davantage dans cette compétition.

D'ailleurs, la création des pôles de compétitivité au niveau des zones franches et des wilayas des hauts-plateaux et du Sud, comme Boughzoul, Tamanrasset, Tindouf, Tebessa, etc., constitue, à la fois, un défi et un enjeu majeur aussi bien pour la diversification de l'économie et le renforcement de la sécurité. Dans ces zones, la création de pôles de croissance économique pourvoyeuse d'emploi et leur urbanisation moderne vont contribuer notablement à renforcer le front interne.

4- Identifier des avantages concurrentiels potentiels de l'Algérie

L'Algérie dispose déjà d'un avantage comparatif en matière des énergies fossiles et renouvelables et se positionne comme un fournisseur potentiel de l'Europe. Cet avantage peut être justement transformé en un levier pour attirer des investissements directs étrangers productifs de richesses et d'emploi. L'Algérie, en phase de renégociation de son accord d'association avec l'Union européenne (UE), peut mettre en avant ses avantages comme le coût énergétique, la solvabilité du marché, la proximité géographique pour s'insérer dans les chaînes de valeurs régionales avec un partage gagnant-gagnant de la valeur.

Les raisons évoquées durant les deux dernières décennies par certains gouvernements et entreprises des pays de l'UE semblent dépassées et injustifiables avec l'amélioration notable du cadre institutionnel et juridique de l'investissement notamment, à travers la promulgation de la loi 22-18 relative à l'investissement, la 23-09 bancaire et monétaire, la loi sur le foncier économique, la numérisation de l'administration, etc.

Une stratégie de développement national basé sur des avantages comparatifs et compétitifs devrait s'inscrire dans une vision d'ouverture ciblée, en réalisant des partenariats avec des entreprises étrangères championnes dans leur domaine. Ces partenariats peuvent aider les entreprises locales à maîtriser davantage les dernières technologies comme l'industrie 4.0 et le management moderne. Ils permettront également le développement des compétences nationales, l'apprentissage massif de la main-d'œuvre et la formation d'un système d'innovation domestique.

IV- Consolidation de la voie stratégique de développement national

1- Consolider les grands projets d'investissements dans le secteur des mines

Les projets d'investissement et du développement du secteur minier, notamment dans les Hauts plateaux et le Sud du pays : l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, la production du bentonite à Maghnia, le carbonate, la valorisation des gisements de minerai de fer de l'Ouenza et la transformation du phosphate (Tébessa), ainsi que l'exploitation du zinc et du plomb d'Amizour (Béjaia), vont contribuer à augmenter la valeur ajoutée de ce secteur et sa participation dans le PIB. Ils vont créer aussi un effet d'entraînement important pour d'autres secteurs comme l'industrie et l'agriculture, surtout que le Président de la République Monsieur Abdelmadjid Tebboune a donné une orientation pour transformer les matières premières localement et de ne pas les exporter à l'état brut. Ces investissements vont préparer les conditions de développement des villes et leur urbanisation, ce qui rendra surtout les wilayas du Sud plus attractives pour les populations locales. C'est, d'ailleurs, ce qui a été projeté dans le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) à horizon 2035.

2- Consolider les grands projets d'investissement intégrés dans l'agriculture

L'agriculture est le premier secteur créateur de la valeur ajoutée en Algérie, il contribue à 14% du PIB, soit environ 37 milliards de dollars. L'Algérie est classée première en Afrique en matière de sécurité alimentaire. C'est un acquis qui est en voie de consolidation avec les réformes instituées sur le foncier agricole et les avantages importants accordés par l'Etat. En effet, les projets de partenariat avec des entreprises étrangères leaders dans leurs domaines, vont booster certaines filières. Des projets très ambitieux et intégrés, dont on peut souligner celui de production de la poudre de lait, des céréales et fourrages avec la firme qatarie Baladna, localisée à Adrar (coût du projet 3,5 milliards de dollars, sur 117 000 hectares). Notons aussi le projet de production des céréales et une usine de pâtes alimentaires localisées à Timimoune, avec la firme italienne BF. D'autres projets non moins importants dans la production des fruits et légumes, les graines oléagineuses, l'élevage, l'aquaculture intégrée, sont à relever dans plusieurs wilayas. C'est

une véritable dynamique qui va renforcer la sécurité alimentaire du pays surtout dans les produits stratégiques comme les céréales.

3- Politique industrielle orientée vers les hautes technologies

La compétitivité dans le secteur industriel, à l'ère de la révolution numérique et de l'intelligence artificielle, des TIC et la robotisation massive des industries 4.0, exige une stratégie nationale plus intégrée, susceptible de réaliser des groupements d'entreprises entre le secteur public et privé et des partenaires étrangers, surtout dans les TIC et la haute technologie. Ce secteur constitue, à la fois, un défi et un enjeu de compétitivité de l'économie et de la sécurité nationales. C'est pourquoi, il devait être classé comme une priorité nationale.

L'investissement annoncé, en l'occurrence la réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (DATA CENTER), avec le partenaire chinois Huawei, s'inscrit dans une vision stratégique consistant à sécuriser, héberger et centraliser les données nationales à l'intérieur du pays. Il est même attendu qu'il y ait un transfert de technologie et d'expertise de la part de la société Huawei. C'est un choix stratégique qui devrait être renforcé pour permettre à l'Algérie de réussir sa transformation numérique et de créer une externalité positive numérique, plus qu'indispensable pour la compétitivité de l'économie et la bonne gouvernance.

Toutefois, cet objectif est subordonné à une politique visant à maintenir les diplômés des universités algériennes surtout en mathématique et en informatique et qui attire même les compétences algériennes expatriées ou étrangères. C'est le gage pour réussir la maîtrise des TIC et de l'Intelligence artificielle. Il est judicieux, par ailleurs, d'inscrire davantage cette vision dans un programme national d'entrepreneuriat et de Start-ups, orienté vers l'innovation et la durabilité, et en le dotant des fonds, de la formation et des infrastructures de qualité, tels que des incubateurs et des pôles technologiques dans chaque région, pour construire un système domestique d'innovation et une véritable maîtrise technologique.

4- Développement local et valorisation du tourisme

Le développement local est fondé sur une approche ascendante et de participation active des acteurs territoriaux. Cette dimension devrait être

prise en considération dans les politiques de développement étant donné que le territoire est considéré comme une structure sociale (P. TERNAUX & B. PECQUEUR, 2008).

La valorisation des ressources territoriales dans les communes des wilayas du pays est susceptible de contribuer à la diversification économique surtout dans les secteurs comme le tourisme. Il est l'un des secteurs à fort potentiel en Algérie et pour lequel les pouvoirs publics accordent un intérêt particulier dans l'objectif de diversifier l'économie, créer l'emploi et surtout générer des recettes en devises.

On peut, en effet, relever plusieurs actions publiques visant à promouvoir ce secteur et plus récemment la loi 22-18 relative à l'investissement qui accorde des avantages fiscaux et parafiscaux considérables, voire des exonérations temporaires, pour améliorer l'attractivité et attirer des investissements nationaux et étrangers. Ces actions visent aussi l'augmentation de l'offre touristique territoriale, mais nécessite inévitablement la construction massive des infrastructures modernes et une capacité d'accueil modulée aux différents types de tourisms (balnéaire, saharien, montagne, écotourisme, etc.), à travers le territoire national.

Notre pays envisage également de faire de ce secteur un facteur de développement territorial et d'attractivité des territoires. Autrement dit, les communes d'Algérie recèlent des spécificités et des ressources spécifiques qui peuvent être transformées en projets touristiques qui stimulent la croissance et générateurs de revenus et d'emplois dans toutes les wilayas surtout du Sud du pays. Pour cela, l'approche du marketing territoriale et touristique modulée pour chaque région est un facteur de stimulation et de fidélisation susceptible de contribuer à l'objectif tracé d'ici 2030 pour atteindre les 12 millions de touristes étrangers.

5- Les énergies renouvelables et le dessalement de l'eau de mer

Il faudrait, dans ce cadre, réaliser l'ambitieux projet solaire d'ici 2035, visant à quadrupler la capacité d'énergie renouvelable du pays, avec le projet de l'énergie solaire de 15000MW. Cela comprendrait l'expansion de l'énergie solaire et éolienne, ainsi qu'un plan de reforestation et de gestion de l'eau pour lutter contre la désertification et améliorer la résilience écologique. Projeter ce projet sur trois décennies pour englober plusieurs

aspects futurs de l'environnement et des énergies propres et intégrer les villes durables. Les usines de dessalement de l'eau de mer déjà réalisées, soit les cinq usines de capacité de 300 mille m³/jour, en plus de six usines qui devraient être lancées en 2026, vont porter leur part dans la satisfaction des besoins de consommation en eau potable à plus de 60%. C'est un choix stratégique qui produira un impact direct sur le niveau de vie, la croissance économique, mais aussi sur la stabilité et la sécurité nationales, en vue des perspectives défavorables et la raréfaction des eaux pluviales de plus en plus ressentie dans la région de l'Afrique du nord.

6- Un fonds souverain d'investissement pour les générations futures

La voie stratégique algérienne de développement devrait repenser l'affectation des revenus des hydrocarbures, en les réservant exclusivement aux projets de développement durable, la sécurité sanitaire, la sécurité hydrique, l'éducation et la défense nationale. Une partie de la fiscalité pétrolière devrait être affectée à un fonds souverain d'investissement au service des générations futures. Ce fonds devrait jouer le rôle actif d'investisseur, en vue de participer activement dans des entreprises nationales et étrangères. C'est pourquoi, il est important de continuer les réformes financières et bancaires déjà entamées avec la loi 23-09 et créer un véritable marché financier ouvert au système financier international.

Conclusion

Cette communication n'a pas ambitionné de présenter une stratégie de développement économique exhaustive, susceptible de renforcer les autonomies stratégiques du pays, mais de démontrer le rôle de la stratégie économique nationale dans la consolidation du front interne. Elle met en avant sommairement quelques axes sur lesquels devraient se structurer la planification stratégique, le paradigme de l'Etat-développementaliste et la consolidation des avantages concurrentiels qui sont le gage incontournable pour générer une croissance économique endogène et pérenne. Un facteur incontournable pour la stabilité et le renforcement du front interne.

Cette voie stratégique du développement devrait s'appuyer sur une méthode prospective et un processus participatif, impliquant des experts et des parties prenantes pour favoriser son appropriation collective et relever les défis multiples auxquels fait face l'Algérie. Ces défis à relever peuvent être résumés dans ce qui suit :

- Affranchissement de l'économie algérienne des hydrocarbures, et passage vers une croissance endogène et consolidation des grands projets de diversification économique ;
- Consolidation des autonomies stratégiques dans l'agriculture, la santé, l'eau, l'énergie, et les TIC ;
- Construction d'avantages concurrentiels et promotion de l'innovation et des secteurs à forte valeur ajoutée ;
- Création des pôles de compétitivités et des villes modernes dans les wilayas des hauts plateaux et du Sud ;
- Développement des énergies renouvelables dans le cadre de la transition écologique et la gestion durable des ressources ;
- Consolidation des efforts de la transformation digitale et valorisation du capital humain ;
- Création d'un fonds souverain d'investissement pour les générations futures ;
- Renforcement des capacités de défense et de sécurité ;
- Développement de la diplomatie préventive et de médiation.

Bibliographie

- Boyer Robert., « Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie », Paris, La Découverte, 2020, 200 p.
- Daron Acemoglu et James A. Robinson, Prospérité, puissance et pauvreté : Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres, Markus Haller, 2015, 637 p.
- Michael Porter, L'avantage concurrentiel. Comment devancer ses concurrents et maintenir son avance (1986) Dunod, 2003.
- Sid Ahmed Abdelkader. (1989). Économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles : IBR, t. 1 : Faits pratiques et théories ; t. 2 : Le cas particulier des économies pétrolières. Paris : Publisud.
- Sid Ahmed Abdelkader. (2000). Le paradigme rentier en question : l'expérience des pays arabes producteurs de brut. Analyse et éléments de stratégie. Tiers-Monde, 41(163), 501-521.
- Ternaux, P., & Pecqueur, B. (2008). Ressources territoriales, structures sociales et comportements des acteurs. Canadian Journal of Regional Science.